

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1692

[2012/203133]

**31 MAI 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé - Volet décretaal, notamment les articles 283, 285 et 289;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées;

Vu l'accord-cadre tripartite du 24 février 2011 pour le secteur non-marchand privé wallon et les dispositions prises concomitamment à celui-ci concernant la revalorisation barémique des chefs éducateurs et des éducateurs chefs de groupe;

Vu l'avis du Comité de Gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 22 mars 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mai 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mai 2012;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que des adaptations sont immédiatement indispensables pour fixer le montant des suppléments barémiques accordés pour l'année 2011 aux chefs éducateurs et chefs de groupe des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées et qu'il est impératif d'octroyer aux services subventionnés concernés les moyens destinés à financer cette mesure;

Considérant par ailleurs qu'il y a lieu d'adapter les textes réglementaires aux dispositions européennes en matière de prises de rang, modifications ayant fait l'objet d'un accord au sein de la commission paritaire 319.02;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées, le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup>/1 l'identité du directeur du service, son extrait du casier judiciaire, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier judiciaire, datant de moins de trois mois, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles, ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 52;

3<sup>o</sup>/2 l'identité des administrateurs ainsi que leur extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois, exempt de condamnation à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;

3<sup>o</sup>/3 l'identité des membres de l'assemblée générale; ».

**Art. 3.** L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée. Lorsqu'il s'agit d'une demande visant à l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé pour une durée de trois mois à trois ans maximum. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Comité de gestion, accordé pour une durée indéterminée. »

**Art. 4.** Dans l'article 38 du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Ce projet est remis à jour au minimum tous les cinq ans.

Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an. Le service transmet le rapport d'activités à l'AWIPH pour le 30 juin de chaque année. »

**Art. 5.** Dans l'article 46 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les membres du personnel doivent fournir au service, lors de leur engagement, un extrait de casier judiciaire de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles. »

**Art. 6.** Dans le titre IV, chapitre 1<sup>er</sup>, est insérée la section 12, comportant l'article 63bis, rédigée comme suit :

« Section 12. — L'évaluation des services

Art. 63bis. Sans préjudice de l'article 315 du Livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé - Volet décretaal, afin de permettre à l'AWIPH de vérifier le respect des conditions d'agrément, les services sont tenus d'introduire tous les cinq ans, auprès de l'AWIPH, les documents suivants :

1<sup>o</sup> le projet du service actualisé ainsi que le mode d'élaboration et de suivi de projets individuels;

2<sup>o</sup> l'extrait du casier judiciaire du directeur, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n° 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, datant de moins de trois mois, exempt de condamnation à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;

3<sup>o</sup> en cas de changement de direction, une copie des diplômes et certificats du directeur, la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 52 ainsi que l'attestation justifiant une expérience visée à l'annexe 2;

4<sup>o</sup> la liste des membres de l'assemblée générale;

5<sup>o</sup> la liste des membres du conseil d'administration;

6<sup>o</sup> les modifications aux statuts publiées ou déposées au greffe depuis les cinq dernières années. »

**Art. 7.** Dans l'article 70 du même arrêté, alinéa 2, le 1<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 8.** L'article 72, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par les 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 6<sup>o</sup> une subvention spécifique leur permettant de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables;

7<sup>o</sup> une subvention spécifique en vue de compenser les dispositions en matière de revalorisation barémique des éducateurs chefs de groupe et des chefs éducateurs;

8° une subvention spécifique leur permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de jours de congés annuels supplémentaires aux travailleurs âgés de 52 ans et plus. Cette subvention est accordée uniquement aux services gérés par un pouvoir organisateur public ».

**Art. 9.** L'article 79 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 79. L'AWIPH verse au nom des services, au fonds chargé d'assurer le paiement des primes syndicales, un montant correspondant au nombre de travailleurs pouvant en bénéficier multiplié par le montant de la prime syndicale par travailleur fixé en application de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public tel qu'exécutée par les arrêtés royaux des 26 et 30 septembre 1980. »

**Art. 10.** Dans le titre VII, chapitre IV<sup>ter</sup>, est inséré l'article 79<sup>sexies</sup> rédigé comme suit :

« Art. 79<sup>sexies</sup>. § 1<sup>er</sup> Une subvention spécifique est octroyée aux services pour leur permettre de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables.

§ 2. Les modalités de calcul de cette subvention sont définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon. »

**Art. 11.** Dans le titre VII, est inséré le chapitre IV<sup>quater</sup>, comportant l'article 79<sup>septies</sup>, rédigé comme suit :

« Chapitre IV<sup>quater</sup>. La subvention spécifique en vue de compenser les dispositions en matière de revalorisation barémique des éducateurs chefs de groupe et des chefs éducateurs.

Art. 79<sup>septies</sup>. § 1<sup>er</sup>. L'AWIPH verse aux services gérés par un pouvoir organisateur privé qui, au 31 décembre 2009, rémunéraient des éducateurs chefs de groupe et/ou des chefs éducateurs, un supplément de subvention destiné à financer les coûts additionnels liés à la revalorisation barémique de ces deux catégories de travailleurs.

§ 2. Ce supplément de subvention est obtenu en multipliant pour chaque service, dans chacune de ces catégories de personnel, le nombre d'équivalent temps plein valorisables par la différence entre l'échelle barémique visée à l'annexe 9 et l'échelle barémique utilisée pour l'établissement des tarifs par prise en charge des services d'accueil et d'hébergement visée à l'annexe VIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 à l'ancienneté théorique des travailleurs.

§ 3. Le nombre d'équivalent temps plein valorisables visé au § 2 correspond à la somme des prestations rémunérées des travailleurs pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2009, déduction faite des interventions d'autres pouvoirs publics, divisée par le total des heures rémunérées à prester pour justifier d'un équivalent temps plein durant l'année 2009.

§ 4. L'ancienneté théorique des travailleurs bénéficiant de ces nouveaux barèmes est calculée au 31 décembre de l'année d'attribution du subside.

§ 5. Le total des suppléments ainsi obtenu est éventuellement limité afin de ne pas dépasser la somme de 3.460,53 euros rattachée à l'indice-pivot 154,63 du 1<sup>er</sup> octobre 2010.

§ 6. Cette limitation est répartie sur l'ensemble des services via l'application d'un coefficient correcteur. Ce coefficient est établi comme suit :

Crédit déterminé au § 5

Total des suppléments initialement calculés

**Art. 12.** Dans le titre VII, est inséré le chapitre IV<sup>quinquies</sup>, comportant les articles 79<sup>octies</sup> et 79<sup>nonies</sup>, rédigé comme suit :

« Chapitre IV<sup>quinquies</sup>. La subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre 2011-2012 relatif au non marchand public.

Art. 79<sup>octies</sup>. § 1<sup>er</sup>. L'AWIPH verse aux services gérés par un pouvoir organisateur public une subvention spécifique leur permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de jours de congés annuels supplémentaires aux travailleurs âgés de 52 ans et plus.

§ 2. L'Agence affecte cette subvention supplémentaire aux services à concurrence d'un montant global annuel, pour l'ensemble des services, de 20.576,55 euros;

§ 3. Le montant visé au § 2 est rattaché à l'indice-pivot 154,63 du 1<sup>er</sup> octobre 2010.

Art. 79<sup>nonies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Chaque service se verra attribuer une enveloppe correspondant à la division du montant visé à l'article 79<sup>octies</sup>, § 2, par 51,1553 multiplié par son nombre d'équivalents temps plein arrêté au 31 décembre 2009. ».

§ 2. Les services doivent justifier et certifier sur l'honneur l'utilisation des montants visés à l'article 79<sup>nonies</sup>, § 1<sup>er</sup>, à de l'engagement complémentaire. »

**Art. 13.** Dans l'article 86 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les chefs éducateurs et les éducateurs chefs de groupe des services visés par l'arrêté du 9 octobre 1997 qui ont été engagés, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, comme personnel d'encadrement sur base des qualifications visées à l'article 47 du même arrêté, conservent la rémunération afférente à l'échelle barémique et les autres avantages pécuniaires qui leur étaient applicables avant leur engagement dans le service d'aide précoce ou d'accompagnement pour adultes pour autant qu'ils satisfassent aux conditions visées au point III de l'annexe VI du même arrêté. »

**Art. 14.** L'annexe 2 du même arrêté est remplacée par l'annexe 1<sup>re</sup> jointe au présent arrêté.

**Art. 15.** L'annexe 5 du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

**Art. 16.** L'annexe 6 du même arrêté est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

**Art. 17.** L'annexe 7 du même arrêté est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

**Art. 18.** Dans le même arrêté, est insérée une annexe 9 qui est jointe en annexe 5 au présent arrêté.

**Art. 19.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2012 à l'exception de l'article 9 et de l'article 11 qui produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Art. 20.** La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

ANNEXE 1<sup>re</sup>

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées

## LES QUALIFICATIONS EXIGÉES DU PERSONNEL DES SERVICES POUR LA DETERMINATION DES SUBVENTIONS

## Directeurs classe I

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

## A. Personnel d'accompagnement

Master en sciences psychologiques, sciences de l'éducation, kinésithérapie ou logopédie

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions.

## Educateur classe I

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier en soins infirmiers

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier - Assistant en psychologie

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier en ergothérapie, kinésithérapie, logopédie ou psychomotricité

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation ou post-graduat paramédical en psychomotricité

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Bachelier - Assistant social ou Bachelier - Conseiller social

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation en santé communautaire

Les porteurs du diplôme octroyant cette spécialisation.

## B. Personnel administratif

## Commis

Les porteurs d'un des titres suivants :

- diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique);

- brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

Copiste (Braille) 2<sup>e</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

Copiste (Braille) 1<sup>re</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

Comptable 2<sup>e</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Comptable 1<sup>re</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Rédacteur

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

## C. Personnel ouvrier

Personnel ouvrier catégorie I<sup>re</sup>

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie III

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

## ANNEXE 2

Annexe 5 (visée à l'article 83) à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées

## PRINCIPE D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

I. Les charges sont réputées non-admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants;

1) elles doivent être relatives aux personnes pour lesquelles l'AWIPH a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement par le service;

2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;

3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;

4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;

5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les ASBL liées par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999 constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;

6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;

7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;

8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services

1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des Ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001;

2) les charges afférentes à l'octroi d'un avantage de toute nature;

3) les valeurs d'investissements en ce compris les grosses réparations et gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice;

4) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;

5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

8) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :

Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)

Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral)

Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) dans les services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes, les rémunérations ne correspondant pas aux échelles barémiques visées à l'annexe VIII, à celles applicables au chefs éducateurs et éducateurs chef de groupe visées à l'annexe VIIIbis de l'arrêté du 9 octobre 1997 ou aux échelles barémiques du personnel des services du Gouvernement wallon sur base du tableau suivant :

FONCTIONS	Echelle barémique du personnel des services du Gouvernement wallon
Educateurs A2 et Rédacteurs	C3
Educateurs A1	B3
Assistants sociaux	B2
Coordinateurs	A6
Licenciés en psychologie	A6

2) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du Travail;

2) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;

3) les charges relatives aux assurances-groupes;

4) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;

5) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;

6) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'O.N.S.S. et/ou de l'Administration fiscale;

7) les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur.

- 2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :
- 1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
    - a. 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300.
    - b. 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301.
    - c. 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles (compte 63020X) qui sont amortis à un taux de 10 % .
    - d. 10 % pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extension.
    - e. 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 à l'exception du matériel éducatif qui est amorti à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.
    - f. 10 % pour le mobilier visé au compte 63022X.
    - g. 20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X.
    - h. L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires
    - i. Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'AWIPH en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.
  - 2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;
  - 3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;
  - 4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;
  - 5) les autres provisions visées au compte 637.
- 2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :
- 1) les amendes imputées au compte 640;
  - 2) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.
- 2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :
- 1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000 - « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001 - « Charges financières de leasings », 65002 - « Charges financières de crédits de caisse - retards AWIPH ou raison impérative », 65003 - « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570 - « Charges financières comptes bancaires », 6571 - « Charges financières - placements »;
  - 2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'administration par une attestation à réclamer à l'AWIPH ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;
  - 3) les charges financières résultant des opérations de placement.
- 2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :  
les charges exceptionnelles visées au compte 660;
- 2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :  
les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.
- 2.8. Divers :
- 1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;
  - 2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;
  - 3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le conseil d'administration collégialement avec la direction.
3. Sont déduites des charges :
- 1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté;
  - 2) le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;
  - 3) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;
  - 4) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.
4. Affectation des charges aux différentes subventions :
- Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :
- sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée au titre VII, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visés à l'article 73;
  - les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée au titre VII.
- Lorsque la subvention annuelle de personnel ne permet pas de couvrir l'ensemble des charges y afférentes, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle de fonctionnement telle qu'elle est définie à l'article 73.
5. Contrôle financier :
- Quand un service existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour ou sur la base du présent arrêté, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part, les subventions octroyées et d'autre part, les charges qui doivent être ventilées par sections au sein de la comptabilité.
- Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## ANNEXE 3

Annexe 6 (visée à l'article 73 et à l'annexe 5) à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées

## FRAIS DE PERSONNEL - REGLES SPECIFIQUES

## I. Ancienneté pécuniaire.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire du personnel d'accompagnement et des directeurs, est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

- 1) les institutions agréées ou conventionnées par l'AWIPH, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH;
- 2) les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM;
- 3) les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse;
- 4) l'ONE;
- 5) les centres agréés;
- 6) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;
- 7) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Service public de Wallonie;
- 8) les écoles d'enseignement spécial;
- 9) les institutions ayant conclu une convention avec l'INAMI.

Sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les dix jours d'absence pour motifs impérieux.

Pour le personnel non-éducatif, hormis les directeurs et assistants sociaux, tout service presté antérieurement dans une fonction similaire à celle qu'il occupe au moment de son engagement dans une institution agréée par l'AWIPH peut également être assimilé qu'il l'ait été à temps plein ou à temps partiel.

On entend par fonction similaire :

- . pour le personnel administratif : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 2;
- . pour le personnel ouvrier : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 2.

Ces services ne sont pris en considération qu'à la condition que le membre du personnel concerné ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

## II. Nominations, promotions et changements de fonction.

§ 1<sup>er</sup> Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe;

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur la base des critères fixés au point I de la présente annexe.

De même, en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire peut être valorisée conformément aux dispositions du point I de la présente annexe.

§ 3. Le personnel de cadre est tenu, dans les quatre ans qui suivent le premier septembre qui suit leur engagement ou leur promotion, de satisfaire aux conditions suivantes :

Chef éducateur :

- avoir réussi un des modules de la formation « Gestion de services pour personnes handicapées » organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'AWIPH;

- avoir réussi l'unité de formation « Les stratégies de l'organisation » du post-graduat « cadre du secteur non-marchand » organisé par l'enseignement supérieur de promotion sociale;

Educateur chef de groupe :

- avoir réussi les 150 heures de la première année du cycle de formation en deux ans "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'AWIPH;

Directeur :

- avoir réussi les formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'AWIPH.

## III. Ne sont pas admissibles :

1) les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension;

2) la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

3) les charges de personnel dont les qualifications ne correspondent pas aux titres requis repris à l'annexe 2.

## IV. Aménagement de la fin de carrière.

La cotisation mensuelle versée au Fonds social "Old Timer" en application de la Convention collective de travail du 7 janvier 2003 dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission Paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée "plan Tandem", est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit préalablement être reconnu par le Gouvernement comme offrant des avantages et garanties semblables à celle prévue par la Convention collective de travail précitée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## ANNEXE 4

Annexe 7 (visée à l'annexe 6) à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées

## Echelles de traitement

Fonction	Catégories	Barème (n° échelle)
Directeur		25
Personnel d'accompagnement	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale	27
	Bachelier à orientation pédagogique, Psychologique, sociale ou Paramédicale	19
Personnel administratif	Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	27
	Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	19
	Rédacteur	17
	Commis	4
	Comptable CI 1	18
	Comptable CI 2	8
	Copiste A3	4
	Copiste A2	17
Ouvrier	Ouv Cat 1	1
	Ouv Cat 3	3

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## ANNEXE 5

Annexe 9 (visée par l'article 79septies, § 2) à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées

Barèmes au 01/01/1990 pour les éducateurs chefs de groupe et les chefs éducateurs engagés par un service géré par un pouvoir organisateur privé et incluant la revalorisation barémique

Numéros d'échelle

Anc Péc.	21	22
0	19.425,21	21.226,92
1	20.421,15	22.067,41
2	20.421,15	22.067,41
3	21.145,24	22.681,66
4	21.145,24	22.681,66
5	21.869,37	23.295,89
6	21.869,37	23.295,89
7	22.593,46	23.910,15
8	22.593,46	23.910,15
9	23.317,53	24.524,38
10	23.679,56	24.886,40
11	24.403,65	25.500,66
12	24.403,65	25.500,66
13	25.127,78	26.114,91
14	25.127,78	26.114,91
15	25.851,87	26.729,17
16	26.685,57	27.638,17
17	27.248,43	28.221,12
18	27.248,43	28.221,12
19	27.811,29	28.804,07
20	27.811,29	28.804,07
21	28.374,17	29.387,04
22	28.374,17	29.387,04
23	28.937,02	29.969,99
24	28.937,02	29.969,99
25	29.499,91	30.552,97
26	29.499,91	30.552,97
27	30.196,48	31.135,91
28	30.196,48	31.135,91
29	30.196,48	31.135,91
30	30.196,48	31.135,91
31	30.196,48	31.135,91

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées.

Namur, le 31 mai 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1692

[2012/203133]

**31 MEI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen**

De Waalse Regering,

Gelet op boek IV van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid - Decretaal luik, inzonderheid op de artikelen 283, 285 en 289;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen;

Gelet op de driedelige kaderovereenkomst van 24 februari 2011 voor de Waalse privé non-profitsector en de maatregelen die gelijktijdig genomen werden wat betreft de loonschaalverhoging van de hoofdopvoeders en opvoeders groepsleiders;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 22 maart 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 mei 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 mei 2012;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat deze aanpassingen onmiddellijk nodig zijn om het bedrag van de loonschaalverhogingen te bepalen die voor het jaar 2011 aan de hoofdopvoeders en opvoeders groepsleiders van de voor gehandicapte personen bestemde begeleidingsdiensten voor volwassenen worden toegekend en dat de middelen om deze maatregel te financieren aan de betrokken gesubsidieerde diensten toegekend moeten worden;

Overwegende dat de reglementaire teksten overigens aan de Europese bepalingen aangepast moeten worden wat betreft de rangineming, dat deze wijzigingen het voorwerp hebben uitgemaakt van een akkoord binnen het Paritair Comité 319.02;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen wordt punt 3 vervangen als volgt :

"3°/1° de identiteit van de directeur van de dienst, zijn uittreksel uit het strafregister van minder dan drie maanden geleden (model 1), opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen, alsook de geschreven delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht bedoeld in artikel 52;

3°/2 de identiteit van de bestuurders, alsook hun uittreksel uit het strafregister van minder dan drie maanden geleden, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt;

3°/3 de identiteit van de leden van de algemene vergadering;"

**Art. 3.** Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 21. De erkenning wordt verleend voor onbepaalde duur. Als het gaat om een aanvraag voor de erkenning van een nieuwe dienst, wordt de erkenning verleend voor een periode van drie maanden tot hoogstens drie jaar. Na afloop van deze periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van het Beheerscomité."

**Art. 4.** In artikel 38 van hetzelfde besluit worden leden 2 en 3 vervangen als volgt :

"Dat project wordt minstens om de vijf jaar bijgewerkt.

De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar. Vóór 30 juni van elk jaar stuurt de dienst het activiteitenverslag naar het AWIPH "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waalse Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen)".

**Art. 5.** In artikel 46 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt :

"De personeelsleden leggen voor hun indienstneming een uittreksel uit het strafregister van model 1 over dat is opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar met het ambt zijn of tot criminele straffe."

**Art. 6.** In titel IV, hoofdstuk I, wordt een afdeling 12 die artikel 63bis, omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

"Afdeling 12. — Evaluatie van de diensten

Art. 63bis. Onverminderd artikel 315 van boek IV van het Waalse wetboek van Sociale Actie en Gezondheid - Decretaal luik, moeten de diensten, opdat het "AWIPH" het Agentschap kan nagaan of de erkenningsvoorwaarden in acht genomen worden, hem om de vijf jaar de volgende stukken overleggen :

1° het geactualiseerde project van de dienst, alsmede de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden;

2° het uittreksel uit het strafregister (model 1) van de directeur, van minder dan drie maanden geleden, opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar met het ambt zijn of tot criminele straffen;

3° in geval van wijziging van directie, een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de directeur, de geschreven overdracht van bevoegdheid door de inrichtende macht bedoeld in artikel 52, alsmede het bewijs van nuttige ervaring bedoeld in bijlage 2;

4° de lijst van de leden van de Algemene vergadering;

5° de lijst van de leden van de Bestuursraad.

6° de wijzigingen in de statuten die sinds de laatste vijf jaren zijn gepubliceerd of ter griffie zijn neergelegd.”

**Art. 7.** In artikel 70 van hetzelfde besluit wordt punt 1° van het tweede lid opgeheven.

**Art. 8.** Artikel 72, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de punten 6°, 7° en 8°, luidend als volgt :

“6° een specifieke subsidie om de loonsverhogingen te financieren die resulteren uit de valorisatie van de lastige uren;

7° een specifieke subsidie als compensatie voor de maatregelen inzake de loonschaalverhoging van de hoofdopvoeders en opvoeders groepsleiders;

8° een specifieke subsidie voor de financiering van de compensatiebanen i.v.m. de toekenning van bijkomende jaarlijkse verlofdagen aan de personeelsleden van 52 jaar en meer. Deze subsidie wordt uitsluitend toegekend aan de diensten die door een openbare inrichtende macht worden beheerd.”

**Art. 9.** Artikel 79 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 79. Het “AWIPH” stort namens de diensten op het fonds dat instaat voor de betaling van de vakbondspremies, een bedrag dat overeenstemt met het aantal werknemers die er in aanmerking voor kunnen komen, vermenigvuldigd met het bedrag van de vakbondspremie per werknemer vastgesteld overeenkomstig de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, zoals uitgevoerd bij de koninklijke besluiten van 26 en 30 september 1980.”

**Art. 10.** In titel VII, hoofdstuk IV<sup>ter</sup> wordt een artikel 79<sup>sexies</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 79<sup>sexies</sup>. § 1. Er wordt een specifieke subsidie aan de diensten toegekend om de loonsverhogingen te financieren die resulteren uit de valorisatie van de lastige uren.

§ 2. Deze subsidie wordt berekend volgens de modaliteiten die vastliggen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige raamovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector.”

**Art. 11.** In titel VII wordt hoofdstuk IV<sup>quater</sup> dat artikel 79<sup>septies</sup> omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

“Hoofdstuk IV<sup>quater</sup>. De specifieke subsidie als compensatie voor de maatregelen inzake de loonschaalverhoging van de hoofdopvoeders en opvoeders groepsleiders.

Art. 79<sup>septies</sup>. § 1. Het “AWIPH” stort aan de diensten die door een private inrichtende macht worden beheerd en die, op 31 december 2009, opvoeders groepsleiders en/of hoofdopvoeders betaalden, een subsidiëtoeslag om de bijkomende kosten van de loonschaalverhoging van deze beide categorieën werknemers te financieren.

§ 2. Deze subsidiëtoeslag wordt berekend door voor elke dienst, in elke van deze personeelscategorieën, het aantal valoriseerbare voltijds equivalenten te vermenigvuldigen door het verschil tussen de loonschaal bedoeld in bijlage 9 en de loonschaal gebruikt voor de vastlegging van de tarieven per tenlasteneming van de onthaal- en huisvestingsdiensten bedoeld in bijlage VIII bij het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de theoretische anciënniteit van de werknemers.

§ 3. Het aantal valoriseerbare voltijds equivalenten bedoeld in § 2 komt overeen met de som van de bezoldigde prestaties van de werknemers voor de periode van 1 januari 2009 tot 31 december 2009, na aftrek van de tegemoetkomingen van andere overheden, gedeeld door het totaal van de bezoldigde uren die gepresteerd moeten worden om een voltijds equivalent tijdens het jaar 2009 te rechtvaardigen.

§ 4. De theoretische anciënniteit van de werknemers die in aanmerking komen voor deze nieuwe schalen wordt berekend op 31 december van het toekenningsjaar van de subsidie.

§ 5. Het aldus verkregen totaal van de toeslagen wordt eventueel beperkt om het bedrag van 3.460,53 euro gekoppeld aan het indexcijfer 154,63 van 1 oktober 2010 niet te overschrijden.

§ 6. De beperking wordt over het geheel van de diensten verdeeld aan de hand van een bijsturingscoëfficiënt. Die coëfficiënt wordt bepaald als volgt :

Krediet bedoeld in § 5

Totaal van de toeslagen die aanvankelijk werden berekend

**Art. 12.** In titel VII wordt hoofdstuk IV<sup>quinquies</sup> dat de artikelen 79<sup>octies</sup> en 79<sup>nonies</sup> omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

“Hoofdstuk IV<sup>quinquies</sup>. De specifieke subsidie om te voldoen aan de bepalingen van het raamakkoord 2011-2012 betreffende de openbare non-profitsector.

Art. 79<sup>octies</sup>. § 1. Het “AWIPH” stort aan de diensten die door een openbare inrichtende macht worden beheerd een specifieke subsidie voor de financiering van de compensatiebanen i.v.m. de toekenning van bijkomende jaarlijkse verlofdagen aan de personeelsleden van 52 jaar en meer.

§ 2. Die bijkomende subsidie die door het Agentschap aan de diensten verleend wordt, bedraagt voor het geheel van de diensten jaarlijks globaal 20.576,55 euro;

§ 3. Het bedrag bedoeld in § 2 wordt gekoppeld aan het indexcijfer 154,63 van 1 oktober 2010.

Art. 79<sup>nonies</sup>. § 1. Elke dienst krijgt een bedrag dat resulteert uit de opdeling van het bedrag bedoeld in artikel 79<sup>octies</sup>, § 2 door 51,1553, vermenigvuldigd door het op 31 december 2009 vastgelegde aantal voltijds equivalenten ervan.

§ 2. De diensten rechtvaardigen en verklaren op erewoord een aanwending van de bedragen bedoeld in artikel 79<sup>nonies</sup>, § 1, voor bijkomende aanwervingen.”

**Art. 13.** In artikel 86 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt :

“De hoofdopvoeders en opvoeders groepsleiders bedoeld in het besluit van 9 oktober 1997 die vóór 1 januari 2013 als begeleidingspersoneel in dienst genomen zijn op basis van de kwalificaties bedoeld in artikel 47 van hetzelfde besluit, behouden de bezoldiging gekoppeld aan de loonschaal en de andere geldelijke voordelen die op hen van toepassing waren vóór hun indienstneming door de dienst voor vroegtijdige hulpverlening of voor begeleiding van volwassenen voor zover zij voldoen aan de voorwaarden bedoeld in punt III van bijlage VI bij hetzelfde besluit.”

**Art. 14.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

**Art. 15.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 5 vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

**Art. 16.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 6 vervangen door bijlage 3 die bij dit besluit gaat.

**Art. 17.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 7 vervangen door bijlage 4 die bij dit besluit gaat.

**Art. 18.** In hetzelfde besluit wordt een bijlage 9 ingevoegd die bij dit besluit als bijlage 5 wordt gevoegd.

**Art. 19.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2012 met uitzondering van artikel 9 en artikel 11 die op 1 januari 2011 uitwerking hebben.

**Art. 20.** De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

#### BIJLAGE 1

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen

#### KWALIFICATIEVEREISTEN VOOR HET PERSONEEL VAN DE DIENSTEN MET HET OOG OP DE BEPALING VAN DE SUBSIDIES

##### Directeurs klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering die het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personenzorg.

##### A. Begeleidingspersoneel

Master in de psychologische wetenschappen, opvoedingswetenschappen, kinesitherapie of logopedie

De houders van het diploma dat één van die titels voor de uitoefening van die functies verleent.

##### Opvoeder klasse I

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor in de verpleegkunde

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor - Assistent in de psychologie

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Bachelor in de ergotherapie, kinesitherapie, logopedie of psychomotoriek

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Specialisatie of paramedisch postgraduaat in de psychomotoriek

De houders van de titel die deze specialisatie verleent.

Bachelor - Maatschappelijk assistent of Bachelor - Sociaal adviseur

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

Specialisatie in de gemeenschappelijke gezondheid

De houders van het diploma dat deze specialisatie verleent.

##### B. Administratief personeel

##### Klerk

De houders van één van de volgende titels :

- einddiploma of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);

- eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling " Travaux de bureau ", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

Kopiïst (Braille) 2e klasse

De houders van een diploma, getuigschrift of attest dat toegang geeft tot de functie van klerk.

Kopiïst (Braille) 1e klasse

De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

Boekhouder 2e klasse

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemene of technische opleiding) met een commerciële richting.

Boekhouder 1e klasse

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting, waarvan de kwalificatie beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

Opsteller

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemene of technische opleiding), voor zover de opleiding beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

Bachelor economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat die titel verleent.

Master economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

C. Arbeiderspersoneel

Arbeiderspersoneel categorie I

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

Arbeiderspersoneel categorie III

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

---

## BIJLAGE 2

Bijlage 5 (bedoeld in artikel 83) bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen

### PRINCIPE OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING GENOMEN WORDEN

I. De lasten worden niet in aanmerking genomen als de volgende algemene principes niet nageleefd worden :

1) ze moeten betrekking hebben op de personen voor wie het "AWIPH" een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een opvang door de dienst;

2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de Dienst gesubsidieerd werd;

3) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;

4) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Vooral de VZW's die onder één enkele controle of directie staan in de zin van de artikelen 5 tot 10 van het Wetboek van vennootschappen, ingevoerd bij de wet van 7 mei 1999, vormen derden onder elkaar voor zover hun respectievelijke boekhoudingen op een geldige wijze gecontroleerd kunnen worden;

6) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het "AWIPH" te kunnen worden vastgesteld;

7) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;

8) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegegeeld

1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor het personeel van de ministeries bepaald werd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;

2) de lasten met betrekking tot de toekenning van voordelen van allerlei aard;

3) de beleggingswaarden, met inbegrip van grote herstellingen en groot onderhoud boven 500 euro, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;

4) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;

- 5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- 8) de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen

hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies afgetrokken wordt, betreffende dat gebouw. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX van november (van betrokken boekjaar)

Index ABEX van november (van het jaar van de vastlegging of van de laatste wijziging van het kadastraal inkomen) (van het jaar van de vastlegging of van de laatste wijziging van het kadastraal inkomen)

hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in die gevallen kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) in de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleiding voor volwassenen stemmen de bezoldigingen niet overeen met de weddeschalen bedoeld in bijlage VIII, met degene die toepasselijk zijn op de hoofdopvoeders en opvoeders-groepsleiders bedoeld in bijlage VIIIbis bij het besluit van 9 oktober 1997, noch met de weddeschalen van het personeel van de diensten van de Waalse Regering op grond van volgende tabel :

FUNCTIES	Weddeschaal van het personeel van de diensten van de Waalse Regering
Opvoeders A2 en opstellers	C3
Opvoeders A1	B3
Maatschappelijke assistenten	B2
Coördinatoren	A6
Licenciaten psychologie	A6

2) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;

2) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;

3) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;

4) de dotaties en de aanwendungen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;

5) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;

6) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen;

7) de verbrekingsvergoedingen, behalve die betreffende de directeur.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :

a. 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300.

b. 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301.

c. 3 % voor de gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020, met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken (rekening 63020X) die tegen 10 % afgeschreven worden.

d. 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen.

e. 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021, met uitzondering van het educatieve materieel dat tegen 10 % afgeschreven wordt. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden.

f. 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X.

g. 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.

h. Eén van bovengenoemde percentages naar gelang van het type goed betrokken bij het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten.

i. Een afwijking van die percentages kan door het "AWIPH" worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking dient te worden aangevraagd bij aangetekend en met redenen omkleed schrijven.

2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;

3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;

4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;

5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de boetes aangerekend op rekening 640;
- 2) de in de rekeningen 646 bedoelde lasten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden;

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 65000 - "Financiële lasten van investeringsleningen", 65001 - "Financiële lasten leasing", 65002 - "Financiële lasten kaskredieten - "AWIPH" - uitstel of dwingende reden ", 65003 - "Financiële lasten kaskredieten - Andere", 6570 - "Financiële lasten bankrekeningen", 6571 - "Financiële lasten - beleggingen";

2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het "AWIPH" moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;

3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

de uitzonderlijke lasten bedoeld in rekening 660;

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

de lasten voor toepassingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Varia :

- 1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;
- 3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administrateurskosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

1) de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;

2) de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;

3) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Die uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;

4) de lasten betreffende de organisatie van fancy fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang elk type lasten geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze verrichtingen voortkomen.

4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen :

Onverminderd de in dit besluit vermelde principes op basis waarvan de lasten in aanmerking genomen kunnen worden :

- worden beschouwd als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in titel VII, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 73;

- de andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in titel VII.

Als de jaarlijkse personeelstoelage niet volstaat om het geheel van de desbetreffende lasten te dekken, kunnen deze gedekt worden door de jaarlijkse werkingstoelage zoals bedoeld in artikel 73.

5. Financiële controle :

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel die bestaat uit diensten gesubsidieerd krachtens het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde residentiële diensten, dagonthaaldiensten en diensten voor plaatsing in gezinnen, of krachtens dit besluit, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

## BIJLAGE 3

Bijlage 6 (bedoeld in artikel 73 en in bijlage 5) bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen

## PERSONEELSKOSTEN - SPECIFIEKE REGELS

## I. Geldelijke anciënniteit

De geldelijke anciënniteit van het begeleidend personeel en de directeurs wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemers van de volgende sectoren voltijds of deeltijds betaald worden door hun werkgever :

- 1) de instellingen die door het "AWIPH", het voormalige Fonds 81 en het voormalige "FCIPPH" erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- 2) de instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- 3) de diensten van Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming,
- 4) de "ONE";
- 5) de erkende centra;
- 6) de instellingen die door het Directoraat-generaal Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten;
- 7) de instellingen die door het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten;
- 8) de scholen van het buitengewoon onderwijs,
- 9) de instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV.

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum één jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het tien dagen verlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Wat het niet-educatieve personeel betreft, met uitzondering van de directeurs en maatschappelijke assistenten, kan ook elke dienst meegerekend worden die eerder deeltijds of voltijds verstrekt werd in een gelijksoortige functie als degene die het bekleedt bij zijn aanwerving in een door het "AWIPH" erkende instelling.

Onder gelijksoortige functie wordt verstaan :

- . voor het administratieve personeel : alle functies die in bijlage 2 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn;
- . voor het arbeiderspersoneel : alle functies die in bijlage 2 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn.

Die dienstverstrekkingen worden slechts in aanmerking genomen voor zover betrokken personeelslid indertijd beschikte over het diploma dat vereist werd om die functie uit te oefenen.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in instellingen erkend door het Fonds voor medisch-socio-pedagogische zorgverlening aan gehandicapten of door de Dienst Jeugdbescherming behouden hoe dan ook het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hen indertijd officieel toegekend werd.

Het bewijs van de verrichte diensten wordt door betrokkenen geleverd d.m.v. de stortingen verricht bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas.

Elk ander bewijsstuk kan door de bevoegde diensten geëist worden.

## II. Benoemingen, bevorderingen en functieveranderingen

§ 1. De bezoldiging van een personeelslid met een directiegraad mag niet lager zijn dan die voorzien voor de functie waarop zijn diploma recht geeft in de dienst waar het tewerkgesteld is;

§ 2. Het personeelslid dat tot een andere graad in dezelfde dienst bevorderd wordt, behoudt de gezamenlijke geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op basis van de criteria bedoeld onder punt I van deze bijlage.

In geval van functieverandering binnen dezelfde instelling kan de geldelijke anciënniteit insgelijks opgewarderd worden overeenkomstig de bepalingen onder punt I van deze bijlage.

§ 3. Het kaderpersoneel moet binnen vier jaar na 1 september die volgt op hun indienstneming of bevordering aan de volgende voorwaarden voldoen :

Hoofdopvoeder :

- geslaagd zijn voor één van de modules van de opleiding « Gestion de services pour personnes handicapées » (Beheer van diensten voor gehandicapte personen) georganiseerd door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud door het beheerscomité van het "AWIPH" is goedgekeurd;

- geslaagd zijn voor de opleidingseenheid « Les stratégies de l'organisation » (Organisatiestrategieën) van het postgraduaat « cadre du secteur non-marchand » (kader van de non-profit sector) georganiseerd door het hoger onderwijs voor sociale promotie;

Opvoeder groepsleider

- geslaagd zijn voor de 150 uren van het eerste jaar van de tweejarige opleidingscyclus « Gestion de services pour personnes handicapées » georganiseerd door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud door het beheerscomité van het "AWIPH" is goedgekeurd;

Directeur :

- de tweejarige opleidingen van 150 uur "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd wordt door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het "AWIPH", met succes hebben gevolgd.

## III. Komen niet in aanmerking :

1) de bezoldigingen uitgekeerd aan de pensioengerechtigde personeelsleden die krachtens de wetgeving op de pensioenen een ongeoorloofde beroepsactiviteit uitoefenen;

2) het deel van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten boven de bedragen voor rekening van de overheid voor een volledige uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende extra-uren en van de diensten verstrekt in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden tewerkgesteld door die diensten.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op personeelsleden met verschillende deeltijdse functies die gesubsidieerd worden of voor rekening zijn van de overheid.

3) de lasten van het personeel waarvan de kwalificaties niet overeenstemmen met de vereiste titels bedoeld in bijlage 2.

IV. Regeling van de loopbaanbeëindiging.

De maandelijkse bijdrage die gestort wordt in het Sociaal Fonds "Old Timer" krachtens de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003 zoals afgesloten binnen het Paritair comité 319.02 tot instelling van de bepalingen betreffende de indeling van de beroepsloopbaan, genaamd "Plan Tandem", wordt beschouwd als een in aanmerking te nemen last.

Voor de openbare sector moet deze voorziening vooraf erkend worden door de Regering en dezelfde voordelen en garanties bieden als degene voorzien in bovengenoemde Collectieve arbeidsovereenkomst.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

---

#### BIJLAGE 4

Bijlage 7 (bedoeld in artikel 6) bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen

WEDDESCHALEN

Functie	Categorieën	Weddeschaal (nr. schaal)
Directeur		25
Begeleidingspersoneel	Master met een pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering. Bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	27 19
Administratief personeel	Master met een economische, juridische, administratieve, of informaticaoriëntering. Bachelor met een economische, juridische, administratieve, of informaticaoriëntering.	27 19
	Opsteller	17
	Klerk	4
	Boekhouder Kl 1	18
	Boekhouder Kl 2	8
	Kopiist A3	4
	Kopiist A2	17
Arbeider	Arbeider Cat 1	1
	Arbeider Cat 3	3

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX



## BIJLAGE 5

Bijlage 9 (bedoeld in artikel 79septies, § 2) bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen

Weddeschalen op 1 januari 1990 voor de opvoeders groepsleiders en de hoofdopvoeders in dienst genomen door een dienst beheerd door een private inrichtende macht en omvattende de schaalopwaardering

Schaalnummers

Geld.Anc.	21	22
0	19.425,21	21.226,92
1	20.421,15	22.067,41
2	20.421,15	22.067,41
3	21.145,24	22.681,66
4	21.145,24	22.681,66
5	21.869,37	23.295,89
6	21.869,37	23.295,89
7	22.593,46	23.910,15
8	22.593,46	23.910,15
9	23.317,53	24.524,38
10	23.679,56	24.886,40
11	24.403,65	25.500,66
12	24.403,65	25.500,66
13	25.127,78	26.114,91
14	25.127,78	26.114,91
15	25.851,87	26.729,17
16	26.685,57	27.638,17
17	27.248,43	28.221,12
18	27.248,43	28.221,12
19	27.811,29	28.804,07
20	27.811,29	28.804,07
21	28.374,17	29.387,04
22	28.374,17	29.387,04
23	28.937,02	29.969,99
24	28.937,02	29.969,99
25	29.499,91	30.552,97
26	29.499,91	30.552,97
27	30.196,48	31.135,91
28	30.196,48	31.135,91
29	30.196,48	31.135,91
30	30.196,48	31.135,91
31	30.196,48	31.135,91

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen.

Namen, 31 mei 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX